



UN REVENU DIGNE POUR TOUS LES PAYSANS ET PAYSANNES



Sans revenu, pas de paysans dans les campagnes, pas de reprise de fermes !

Le mouvement agricole de janvier 2024 portait une revendication principale : le revenu ! Nous étions beaucoup à participer à ce mouvement parce que nous voulons vivre dignement de notre métier. Les médias et les dirigeants de la FNSEA ont détourné les revendications vers des questions secondaires. Or ce sont les agro-industriels, les marchés financiers, les accords de libre échange qui sont les véritables responsables de nos faibles revenus et nous commençons ensemble à les cibler. A la Confédération paysanne nous restons concentrés sur cette bataille : produire de la nourriture doit être dignement rémunéré. Sinon il n'y aura pas de renouvellement des générations et les campagnes continueront à être désertées.

Nous voyons les stratégies individualistes d'évitement de certains syndicats qui proposent aux agriculteurs de garantir leur revenu par la diversification énergétique avec la méthanisation, l'agrivoltaïsme ou l'éolien. Loin d'être une solution collective, c'est l'abandon du combat syndical central.

Nous devons vivre de notre travail : nourrir les gens !

Nous revendiquons un prix plancher permettant un revenu mensuel de **2 SMIC** pour vivre de son métier et profiter de la vie !



LE REVENU AGRICOLE EN CHIFFRES DES NON-SALARIÉS AGRICOLES

Des revenus faibles pour un métier essentiel

REVENU MEDIAN



1035€/MOIS

= 4,7€/h pour un travail moyen de 50h/semaine
= 4€/h pour un travail moyen de 60h/semaine

RETRAITE MOYENNE À CARRIÈRE COMPLÈTE



550€/MOIS



VS



860€/MOIS

Des systèmes inégalitaires de production

DES REVENUS ENTRE FERMES INÉGAUX

< 600€ **> 5 500€**



**DANS
25% DES
FERMES**



**DANS
10 % DES
FERMES**

Un système agroalimentaire qui s'engraisse

SUR NOTRE DOS

sur 100€ de dépenses alimentaires...



**6,5%
POUR LES PRODUCTEURS**

ET SUR CELUI DES CONSOMMATEURS

**Inflation
alimentaire
+ 20%**

**Marge de l'agro-
alimentaire et de
la grande
distribution
+ 28%**

2021 - 2023

Sources : https://publications.resiliencealimentaire.org/qui-veille-au-grain/partie-I_un-systeme-defaillant/#_des_agriculteurs_qui_ne_gagnent_pas_leur_vie
<https://www.senat.fr/rap/r16-615/r16-61510.html>
<https://www.ladepeche.fr/2024/01/27/decryptage-colere-des-agriculteurs-qui-touchent-les-537-milliards-deuros-de-la-pac-11721931.php>
<https://www.cgt.fr/actualites/france/conditions-de-travail/bien-produire-pour-bien-manger-et-pour-bien-vivre>

DES PRIX DE VENTE SORTIS DES FERMES TROP FAIBLES À CAUSE DE :

- > **LE POUVOIR ILLÉGITIME DE L' AGRO-ALIMENTAIRE DANS LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES**
- > **LA CONCURRENCE DÉRÉGULÉE ENTRE EXPLOITATIONS AUX TAILLES ET PRATIQUES DIVERSES**
- > **LE LIBRE ÉCHANGE ENTRE PAYS AUX NORMES DIFFÉRENTES**

Le culte de la compétitivité de la FNSEA et le "moins de normes, les mêmes pour tous et laissez-nous tranquilles" de la CR sont de fausses solutions.



Collage sur les locaux de Montenay.
Action à Tours le 1er février 2024
© Yoan Jager

La compétitivité, c'est la compétition économique illimitée à l'échelle nationale et internationale. Cela favorise toujours les systèmes où le coût du travail est le plus bas et conduit à la concentration des structures par l'élimination des travailleurs paysans. Cela concerne aussi les normes environnementales car moins il y en a et plus le coût de production est bas. Or justement nous avons besoin d'une montée en gamme sociale et environnementale, ce qui a un coût. Comment y parvenir face à des systèmes et des pays qui ne s'embarrassent pas de ces normes pour produire toujours moins cher et être toujours plus compétitifs ? Tirer toujours plus les normes vers le bas est totalement irresponsable puisque c'est accepter la disparition de nos fermes tout en accentuant la crise climatique et environnementale.

En janvier dernier, devant la gare de Tours, le préfet d'Indre-et-Loire a reconnu quasiment dans ces termes que le libre échange faisait des gagnants et des perdants et que les agriculteurs et agricultrices étaient sacrifiées. Comment tolérer des propos aussi irresponsables ?!

Les vraies solutions : des prix planchers, la régulation du marché et un état arbitre.

L'État doit jouer son rôle de régulateur par l'interdiction de l'achat de nos produits agricoles en dessous du prix de revient. Ce mécanisme de prix planchers est refusé par la FNSEA comme par le Rassemblement national de Jordan Bardella. Une telle mesure exige de refonder les échanges internationaux et de sortir des accords de libre-échange : Ceta, Mercosur, Nouvelle-Zélande, Kenya... La régulation des marchés par des outils comme les prix minimum garantis, la gestion des volumes, l'encadrement des marges de l'agro-industrie et de la grande distribution est urgente. Ces outils ont déjà existé et ont prouvé leur efficacité sur le revenu.

Quant à Egalim qui fixe le cadre des négociations commerciales, l'État doit assumer son rôle d'arbitre en faveur de l'intérêt général et du revenu paysan. Comment penser qu'en leur laissant tout pouvoir, les interprofessions, les industriels, les coopératives, les distributeurs vont se « moraliser » ? Ces prédateurs du revenu paysan ne font que pousser leurs intérêts dans des négociations aux règles injustes en raison des rapports de force non régulés.

Au national et au local, la Confédération Paysanne continuera de se battre comme elle l'a toujours fait pour le revenu paysan

Dès 1999, la Confédération paysanne s'est en première opposée frontalement à l'Organisation Mondiale du Commerce avec, entre autres, l'action du démontage du McDo. Vingt-cinq ans plus tard, presque tout le monde est d'accord et comprend bien que le « libre échange mondialisé » ne profite pas aux travailleurs paysans. Par contre, tout le monde voit bien à qui cela profite : aux cumulards comme Arnaud Rousseau, patron de la FNSEA et en même temps à la tête de groupes industriels financiarisés.

Lorsqu'en février 2024, nous avons ciblé le cabinet de courtage de matières premières Monténay à Tours puis le siège de Lactalis par une action nationale, il s'agissait à nouveau de porter le même message : du revenu, du revenu, du revenu pour celles et ceux qui travaillent tous les jours aux champs et aux animaux.

Nous voulons une meilleure répartition de la valeur au sein du système alimentaire. Pour cela, il faut voter Confédération paysanne !

**COÛT DE PRODUCTION
+ RÉMUNÉRATION DE NOTRE TRAVAIL
+ NOTRE PROTECTION SOCIALE**

= PRIX PLANCHER



La Confédération paysanne a envahi le hall du siège social de Lactalis, en Mayenne. 21 février © Radio France

